

<p>Septième Partie</p> <p><u>Pinochet jugé par contumace en France ?</u></p> <p>2002</p>
--

16. La surprise française

La justice française entre en scène

Au début de l'année 2000, la justice belge, soutenue par son gouvernement et par Amnesty International, avait provoqué une grande surprise en réussissant à obliger le ministre de l'Intérieur britannique à remettre le rapport médical de Pinochet aux quatre gouvernements européens qui réclamaient son extradition.

En octobre 2001, c'est la justice française qui provoque la surprise en lançant un mandat d'arrêt international contre douze militaires chiliens et trois civils pour « *séquestres accompagnés ou suivis de tortures* » à l'encontre de cinq citoyens franco-chiliens. Cependant, de même que pour la surprise belge, la surprise française n'en est une que pour ceux qui n'ont pas suivi l'affaire de près. La demande d'extradition de Pinochet du juge Roger Le Loire n'est que la suite normale d'une procédure qui avait commencé le jour même de l'arrestation du dictateur à Londres.

Le 26 octobre 1998, jour suivant la mise en détention de Pinochet par Scotland Yard, les avocats Sophie Thonon et William Bourdon, défendant les familles d'Alphonse Chanfreau, Etienne Pesle et Marcel Amiel, trois victimes françaises de la dictature, demandaient à la justice qu'elle réclame l'extradition de Pinochet vers la France pour qu'il soit jugé pour séquestre, détention illégale, crimes contre l'humanité et génocide. L'affaire était instruite par le juge Roger Le Loire qui mettait l'ancien dictateur en examen pour « *séquestres accompagnés de tortures* ».

Le 12 novembre 1998, sur demande du juge, le ministère français des Relations Extérieures avait envoyé à son homologue britannique une requête formelle d'extradition du général Pinochet, pour qu'il soit interrogé sur le cas de ces trois Français disparus après leur détention. Deux semaines plus tard, le juge Le Loire émettait une deuxième demande d'extradition suite aux plaintes déposées par deux autres

familles, celles de Georges Klein et Jean-Yves Claudet. Les Britanniques ne répondront jamais à ces mandats internationaux.

En septembre 1999, au moment où le Tribunal londonien de Bow Street doit entamer l'examen sur le fond de la demande d'extradition vers l'Espagne du général Pinochet, le juge Le Loire a déjà lancé plus de vingt commissions rogatoires internationales, visité le juge Garzón à Madrid et envoyé des policiers français à l'étranger pour interroger divers témoins¹. Il a également envoyé une commission rogatoire aux autorités chiliennes destinée à interroger diverses personnes, surtout des militaires qui seraient impliqués dans les tortures et les disparitions. A Paris, Me Sophie Thonon et Me William Bourdon expriment leur satisfaction : « *Un juge français aura contribué à révéler les pages les plus sombres de la terreur chilienne. Un procès en France devient vraisemblable* »².

En janvier 2000, comme on pouvait s'y attendre, la Cour suprême chilienne rejette la possibilité d'interroger des militaires chiliens. Le 2 mars, alors qu'il est clair que le gouvernement britannique va libérer Pinochet, l'ambassadeur de France à Londres est chargé par la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, et le ministre des Relations Extérieures, Hubert Védrine, de rappeler au gouvernement britannique que la France lui a remis deux demandes d'extradition de la part de la justice française, « *demandes totalement soutenues par le gouvernement* ». Le juge Le Loire souhaite pouvoir notifier le général Pinochet des plaintes déposées contre lui en France et procéder à un nouvel examen médical. Le ministre Jack Straw ne répond pas à cette requête et le lendemain, Pinochet s'envole vers le Chili.

« *La Grande Bretagne a manqué à la parole donnée* », s'exclame Me Bourdon³. Déçu, le gouvernement français « *regrette la décision du ministre de l'Intérieur britannique et partage l'émotion et la déception des familles des victimes.* » Le président Jacques Chirac fait savoir qu'il estime que « *la justice doit être rendue, en Grande Bretagne, au Chili ou ailleurs.* »

Cet ailleurs pourrait bien signifier en France.

¹ Voir *Le Monde* du 27 septembre 1999, un article de Philippe Broussard.

² Cités dans l'article mentionné dans la note antérieure.

³ Dans *Le Monde* interactif du 3 mars 2000, paru dans l'édition du 4 mars.

En effet, la justice française a tranquillement poursuivi son cours. Le 8 juillet 2000, le juge Le Loire avait fait parvenir à son homologue paraguayen Carlos Ortiz Barrios, une demande de recherche dans les archives de l'Opération Condor pour établir l'éventuelle responsabilité du général Pinochet dans la disparition et la mort des cinq citoyens franco-chiliens.

Le 13 décembre 2000, l'Association des anciens prisonniers politiques chiliens en France⁴ avait déposé auprès du juge Juan Guzmán, une plainte (la n° 190) contre Pinochet pour « *séquestre et tortures, association illicite et génocide* ». La cause était défendue par l'avocat Francisco Bravo López.

Lorsque la justice chilienne décide de juger Pinochet en janvier 2001, c'est la joie en France. Pour Sophie Thonon, c'est « *une grande victoire et une immense satisfaction pour les familles des victimes qui ont attendu ce moment pendant 25 ans, mais le combat n'est pas terminé* ». Elle rappelle que Pinochet peut toujours être jugé par contumace en France malgré la nulle coopération des autorités chiliennes. On sait que le juge Le Loire, une fois son enquête terminée, émettra des mandats d'arrêt internationaux. Au Chili, les autorités se montrent absolument indifférentes. Seules les revues de gauche *El Siglo* et *Punto Final* signalaient que « *La justice française aussi le cherche...* »

Aussi, le 25 octobre 2001, le juge lance sa petite bombe : il délivre quinze mandats d'arrêt internationaux pour « *séquestrations et tortures* » ou « *complicité de séquestration et tortures* » à l'encontre de douze militaires et trois civils chiliens soupçonnés de la détention et de la disparition de quatre Franco-Chiliens⁵. Cette action ouvre la voie à un véritable procès par contumace de Pinochet et de ces quinze accusés car, vu l'absence totale de collaboration de la justice chilienne, on estime une extradition peu probable.

Interrogée par *Radio Cooperativa* de Santiago du Chili, Sophie Thonon déclare : « *Pinochet est parfaitement accessible à une condamnation pénale* » en France. Elle rappelle qu'en 1990, la France avait jugé par contumace le lieutenant argentin Alfredo Ortiz pour l'assassinat de deux religieuses françaises en Argentine. Pour le

⁴Adresse : ASSEXPRCH, via la CIMADE, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris. Courriel assexprch@aol.com

⁵ Le cas de René Amiel a été écarté car il n'y a aucun indice de participation de la police secrète chilienne DINA dans sa disparition et son éventuelle mort (on n'a jamais retrouvé son corps).

moment, dit-elle, le juge commence l'étape de l'instruction et cherche les témoins, les témoignages et les documents qui lui permettront d'identifier définitivement les coupables et de déterminer le degré de responsabilité de chacun d'eux.

Les victimes franco-chiliennes

Georges Klein

Médecin, conseiller personnel du président Salvador Allende, sympathisant du PC. Né à Romans dans la Drôme en 1945 de parents autrichiens fuyant le nazisme, naturalisés Français. Les difficultés économiques de l'époque poussent les Klein à émigrer, au Canada d'abord en 1952, au Chili, un an plus tard. Excellent élève de l'Alliance française puis de l'Institut national de Santiago, il passe haut la main l'examen d'entrée de l'École de médecine. Il commence à s'intéresser à la politique et est attiré par les idées de gauche, socialistes d'abord, communistes ensuite.

En 1964, il fait la connaissance du député Salvador Allende. Celui-ci apprécie la franchise et la critique du jeune étudiant. En 1970, Georges « Jorge » Klein est devenu pédiatre et Allende président de la République ; ce dernier lui offre un poste de conseiller social, un lien entre le président et le peuple. En 1971, Klein épouse Alice, une psychologue brésilienne⁶.

Après le bombardement du Palais présidentiel lors du coup d'Etat, Klein s'efforce en vain de convaincre Allende de quitter La Moneda. Devant le refus du Président, il décide de rester à ses côtés jusqu'au bout mais celui-ci l'oblige à quitter La Moneda. Il est fait prisonnier et emmené au Régiment Tacna de Santiago d'où il disparaît. Selon *Libération*, « toutes les personnes arrêtées au Palais furent torturées, battues, attachées avec du fil de fer barbelé puis emmenées en camion vers une destination inconnue. »⁷ En 1991, une plainte contre X est déposée auprès de la Cinquième Chambre de Santiago, mais la justice fait jouer la loi d'amnistie.

Le 6 janvier 2001, le Rapport militaire de la Table de dialogue avoue que 151 personnes ont été lancées à la mer après leur détention

⁶ Pour une biographie plus détaillée, lire la chronique *Horizons* du journal *Le Monde* du 21 janvier 2000.

⁷ Journal *Libération* du 2 novembre 1999.

par les militaires. George Klein apparaît sur cette liste. On pense que toutes les personnes détenues au Palais de La Moneda le 11 septembre 1973 ont subi le même sort.

Cependant, en février 2002, le juge Amanda Valdovinos découvre une fosse commune dans la base militaire de Fuerte Arteaga, près de Colina, à 30 km au nord de Santiago. On y trouve des ossements appartenant à plusieurs dizaines de personnes. L'une d'entre elles est identifiée et faisait partie du groupe de personnes détenues lors de l'attaque La Moneda. Alors si lui, pourquoi George Klein ne serait-il pas parmi les autres corps ? On attend toujours le résultat des recherches.

Etienne Pesle

49 ans, ancien prêtre, membre du PS chilien, marié, deux enfants. Très impliqué dans la lutte des paysans chiliens contre les grands propriétaires et responsable d'une coopérative, il est arrêté à Temuco le 17 septembre 1973 mais miraculeusement relâché. Repris deux jours plus tard par l'Armée qui vient le chercher dans une Chevrolet blanche appartenant à une banque, il disparaît à tout jamais.

En 1979, Anne-Marie Pesle dépose une plainte pour séquestre et crimes contre l'humanité pour la disparition de son père auprès de la Deuxième Chambre de Temuco, mais la Cour martiale (justice militaire) reprend le dossier et le ferme.

Alphonse Chanfreau

23 ans, étudiant de philosophie, marié avec Erika Hennings, une fille, Nathalia. Responsable étudiant du MIR. Arrêté le 30 juillet 1974 par la DINA, il est torturé pendant deux semaines au centre de Londres 38. Devant son refus de parler, la DINA torture son épouse Erika. Celle-ci est relâchée mais Alphonse disparaît à partir du 13 août.

En novembre 1974, sa famille dépose une plainte auprès des tribunaux chiliens. Erika Hennings revient au Chili, reconnaît et confronte le capitaine Krassnoff son tortionnaire et celui de son mari. Mais, le 30 octobre 1992, la Troisième chambre de la Cour suprême, composée de six juges dont l'auditeur général des armées, le général Torres Silva, décide par quatre voix contre deux, que le dossier doit passer à la justice militaire. Pour accepter cette proposition du général Torres, à la fois juge et partie, la Cour reprend tous ses arguments : le pays était en guerre, le centre de tortures de la Calle Londres dépendait d'un organisme de caractère militaire et les faits sont imputés à des

militaires. L'inacceptable de cette argumentation réside en ce que, quelques mois auparavant, pour réfuter la plaidoirie d'un avocat selon laquelle le régime militaire ne respectait pas les Conventions de Genève, la Cour suprême avait déclaré que « *ces conventions n'étaient pas applicables parce que le pays n'était pas en guerre* ». Alors, « *en guerre* » quand ça arrange et « *pas en guerre* » quand cela n'arrange plus, telle était la justice civile et militaire chilienne jusqu'à 1998.

Une fois en possession du dossier, la « justice » militaire s'empresse d'appliquer la loi d'amnistie et le cas Chanfreau est fermé. Erika Hennings est indignée : « *C'est une aberration. Le local de la Calle Londres appartenait au Parti socialiste et dire qu'en 1975, le pays était en guerre est une énorme hypocrisie de la dictature pour camoufler ses crimes. Pour moi, ce fut un grand triomphe de pouvoir affronter Krassnoff qui m'a torturée et qui est un assassin...* »⁸ Les organisations de défense des droits de l'homme se sentent alors profondément déçues : le retour de la démocratie deux ans auparavant n'a significé aucun changement dans l'attitude des militaires et de la Cour suprême. Les tortionnaires jouissent en démocratie de la même impunité qu'en dictature. Il faudra attendre 1998 et l'arrestation de Pinochet à Londres pour que la Cour suprême commence à évoluer.

Jean-Yves Claudet

35 ans, ingénieur, marié, deux enfants, membre du MIR. Arrêté deux fois après le coup d'Etat, il est expulsé vers la France en 1974. En 1975, il revient en Amérique et arrive à Buenos Aires en Argentine le 1er novembre 1975. En vertu des accords de l'Opération Condor, la DINA chilienne, étrangement au courant de son arrivée (un mouchard en France ?), demande sa détention à la police argentine. A peine débarqué dans son hôtel, Claudet est arrêté. On ne l'a jamais revu.

En 1978, la police argentine arrête Enrique Arancibia Clavel, Chilien représentant de la DINA en Argentine et impliqué l'attentat contre Leighton à Buenos Aires et l'assassinat du général Carlos Prats. Dans les papiers d'Arancibia, la police trouve une note adressée à la DINA selon laquelle « *le dénommé Sotomayor, en fait Claudet, n'existe plus...* »

Le 9 novembre 2001, le juge Roger Le Loire émet un mandat d'arrêt international contre le militaire argentin José Osvaldo Ribeiro pour sa participation dans l'enlèvement de Claudet. En janvier 2002, la France demande son extradition.

⁸ Journal *La Epoca* du 31 octobre 1992.

Marcel Amiel

Mécanicien, sans appartenance politique apparente, marié avec une Chilienne, Amiel vit dans la ville de Mendoza en Argentine, juste de l'autre côté des Andes à hauteur de Santiago. Le 9 février 1977, il part faire un tour à vélo et disparaît. Plus tard, on trouve un squelette et sa femme déménage sans laisser d'adresse. Le juge Le Loire a demandé une exhumation et une recherche par ADN, qui sont restés sans suite. Il est possible qu'il s'agisse d'un crime non politique.

Il y a d'autres victimes européennes, telles les Britanniques Sheila Cassidy et William Beausire, ou les Belgo-chiliens Yantong Orlando Juantok Guzmán (26 ans), architecte, militant du MIR et président du Front des étudiants révolutionnaires de Valparaiso, détenu le 11 septembre 1973 par la Marine de guerre chilienne ; Gregoire Palma Donoso (21), étudiant, militant du MIR, détenu à Santiago le 3 décembre 1974 par des civils non identifiés, et Exequiel Ponce Vicencio (40), docker et dirigeant syndical, membre de la commission politique du comité central du PS, détenu le 25 juin 1975 par la DINA.

Il y a aussi une victime suisse, Alexei Jaccard, dont l'histoire prouvent clairement les liens entre les polices secrètes du Chili et de l'Argentine. Juste après le coup d'Etat de septembre 73, le professeur Jorge Alvarez, militant du Parti communiste chilien se réfugie à Buenos Aires en Argentine où il participe au Comité de soutien pour le Chili. En 1977, l'Argentine aussi vit sous une dictature militaire. Le Comité central du PC argentin se prépare à élire de nouvelles têtes car ses membres sentent qu'ils ont été repérés par la police. A cette époque, on annonce la venue d'Europe de trois personnes avec des fonds pour le comité.

Le 14 mai 1977, Alexei Jaccard arrive de Suisse pour se réunir avec Ricardo Ramirez et Hector Velasquez, membres du Comité de soutien, ainsi qu'avec Alvarez. Jaccard est attendu à l'aéroport par une amie à qui il confie « *Ils me suivent depuis l'Europe* ». En cours de route, le chauffeur de taxi leur demande si « *l'un de vous a des ennuis ? Une voiture nous suit depuis l'aéroport...* »

Ricardo Ramirez arrive le lendemain et Hector Velasquez le surlendemain. Les quatre militants se donnent rendez-vous dans un bar le 16 mai. Alors qu'il sort de son hôtel pour se rendre au rendez-vous, Jaccard est soudainement abordé par un groupe d'individus qui

l'entraînent vers un véhicule. Il parvient à crier « *Je m'appelle Alexei Jaccard, je suis Suisse, ceux qui m'arrêtent sont de la DINA...* »

Dans le bar, quelques rues plus loin, Alvarez ne se doute de rien. « *Comme Alexei n'est pas venu, je suis parti à mon travail. Un peu après, un contact argentin me dit qu'il y avait des problèmes et que je ferais mieux de partir quelques semaines en vacances...* »

Les mêmes civils à l'accent chilien se rendent à la maison dans laquelle vit Hector Velasquez où il est identifié par la domestique. La même nuit, ces civils enlèvent le propriétaire de la maison et ses trois fils. La même chose se passe avec Ricardo Ramirez. Identifié par une domestique, il est enlevé par les fameux civils. On ne reverra plus jamais aucun d'entre eux vivant.

Le 26 octobre 1998, Bernard Bertossa, procureur général du Canton de Genève, lance un mandat d'arrêt international contre le général Pinochet suite à l'accusation de Pauline Jaccard, veuve d'Alexei. Selon la presse suisse, un officier argentin dont le nom n'a pas été révélé aurait avoué avoir participé à l'enlèvement et aux tortures infligées au prisonnier. Il reconnaît la remise de Jaccard à la DINA chilienne. La demande d'extradition a été déposée auprès de la police fédérale suisse qui la fait suivre au ministère de l'Intérieur britannique.

Pour Bertossa, « *Il serait choquant de libérer pour raisons humanitaires quelqu'un qui est poursuivi pour crimes contre l'humanité. En droit suisse, il est possible de juger Pinochet car notre droit s'applique aux crimes commis à l'étranger contre des Suisses. Les pays d'origine des victimes ont le droit d'agir...* »

Mais lorsque Jack Straw libère Pinochet en mars 2000, la justice suisse ne fait pas appel...

Les Chiliens recherchés par la justice française⁹

Le général Augusto Pinochet

Sans commentaires.

Le général Manuel Contreras

Voir dans le corps du livre. Début 2001, Contreras déclare au Canal 13 de la télévision chilienne que l'Opération Condor n'a jamais existé.

⁹ Certaines des informations reprises ci-dessous proviennent des livres *Romo, confesiones de un torturador*, de Nancy Guzmán ; *La Conjura*, de Mónica González ; *20 ans d'impunité au Chili*, de Jac Forton et *Interferencia Secreta*, de Patricia Verdugo.

En mai 2001, il répète que tous les assassinats à l'étranger sont l'œuvre de la CIA et que la DINA n'a aucune raison de se repentir de son travail. Par contre, il insiste sur le fait que le général Pinochet « *était quotidiennement informé* » des actions de la DINA « *puisque c'était lui le chef direct...* »¹⁰

En janvier 2002, Contreras est assigné à résidence en l'attente de quatre décisions judiciaires : deux de la Cour d'Appel de Santiago concernant l'assassinat de David Silbermann et les tortures de la Villa Grimaldi, et deux de la Cour Suprême suite à deux requêtes d'extradition formulées par des juges argentins pour l'Opération Condor et le meurtre du général Prats à Buenos Aires.

Le général Javier Palacios

Palacios fut l'un des premiers officiers supérieurs à s'impliquer totalement dans le coup d'Etat. Commandant un régiment blindé, il est chargé de l'attaque du Palais présidentiel. Cependant, selon la journaliste Patricia Verdugo, il modéra la brutalité des soldats envers les prisonniers du Palais. Alors qu'il se faisait soigner la main atteinte par le ricochet d'une balle durant l'assaut, par le docteur Quiroga il accepte, à la demande de celui-ci, de libérer tous les médecins faits prisonniers dans le cadre de leur fonction médicale, leur sauvant ainsi la vie. Les médecins Georges Klein, Enrique Paris et Eduardo Paredes ne furent pas libérés car ils appartenaient à l'entourage politique de Allende. Cela leur coûtera la vie après tortures. Enrique Paris fut brûlé vif au moyen d'un chalumeau.

Le général Hermán Brady

Directeur de l'Académie de guerre en 1973, Allende le croyait loyal à la Constitution. De fait, Brady ne fait pas partie du groupe des officiers conjurateurs. Il est nommé commandant de la garnison de Santiago par Pinochet fin août 1973. Durant le coup d'Etat, il coordonne les opérations militaires depuis le ministère de la Défense ; sous ses ordres, le général Arellano Stark est chargé des opérations de Santiago-centre. Après le coup, Pinochet le nomme ministre de la Défense, poste qu'il gardera jusqu'en 1978, puis président de la Commission chilienne de l'énergie nucléaire.

¹⁰ Journal *PubliMetro* du 29 mai 2001, p.2.

Le brigadier Pedro Espinoza Bravo

Il participe activement à la conspiration pour renverser Allende ce qui attire l'attention du général Arellano qui l'intègre à sa Caravane de la mort en octobre 73. Promu lieutenant-colonel, il est chargé de la « Sécurité indirecte » de la Junte militaire, puis nommé directeur de l'Ecole nationale du renseignement militaire, puis sous-directeur de Sécurité intérieure, et finalement commandant de la BIM, Brigade métropolitaine de renseignements de la DINA. Une vraie barbouze.

En 1975, il est envoyé au Brésil pour organiser la liaison avec les services de renseignements de la dictature brésilienne. En 1976, il est Directeur des opérations de la DINA.

Arrêté pour l'assassinat de Orlando Letelier à Washington, il est condamné à six ans de prison à Santiago le 12 novembre 1993. Libéré en janvier 2000, il est immédiatement mis en détention provisoire par le juge Guzmán pour l'attentat contre le général Prats en Argentine suite à une demande d'extradition pour ce crime de la part de la juge María Servini. Le 9 novembre 2001, la Cour suprême rejette un recours de mise en liberté provisoire déposé par Espinoza car « *Espinoza représente un danger pour la société...* » Le 20 décembre 2001, retournement de situation : la Cour suprême lui accorde la liberté sous caution de 13 700 euros (90 000 FF).

Le colonel Marcelo Morén Brito

De père violent et pro-nazi, il est lui aussi d'une violence extrême, en particulier envers ses épouses. Il entre à l'Ecole militaire en 1962. Surnommé *El Ronco* (Le Rauque), il est, en 1973, major dans le régiment Arica basé à La Serena. Durant le coup d'Etat, il est accusé d'avoir épinglé un cercle rouge sur la poitrine de l'étudiant Gregorio Mamani durant l'attaque de l'Université technique d'Etat, de l'avoir abattu à bout portant et fait disparaître le corps en le jetant dans la chaudière de l'université.

Fait partie de la Caravane de la mort d'octobre 1973. Engagé par la DINA dont il restera membre jusqu'en 1977, il remplace Pedro Espinoza comme chef du centre de torture Villa Grimaldi où il acquiert une réputation de violence extrême et de sadisme envers ses prisonniers (parmi lesquels Alphonse Chanfreau), qu'il ne lâche que lorsqu'ils sont sur le point de mourir. Osvaldo Romo l'accuse d'avoir fait passer une camionnette sur les jambes des prisonniers « *pour les préparer* ». Il est ensuite nommé chef de la Brigade Caupolicán de la DINA. En 1976, il est envoyé en mission au Brésil. Promu colonel en 1977 et décoré par

Pinochet, il est nommé dans les services administratifs du Commandant en chef de l'armée, jusqu'en 1981. De 81 à 84, en poste à Arica. En 84 et 85, il appartient à l'Etat-Major général de l'Armée. Il prend sa retraite en 1985 et va vivre dans sa propriété près de Osorno, dans le sud. Il revient à Santiago et ouvre une laverie automatique près de l'Ecole militaire.

Moren Brito a été mis en examen à plusieurs reprises pour les tortures et disparitions de plusieurs personnes mais n'a jamais fait un seul jour de prison. En 1998, le juge Guzmán l'accuse de la disparition de plusieurs militants communistes et le place en détention provisoire. Alors que le juge prend de brèves vacances, sa remplaçante, la juge Gabriela Pérez, le libère discrètement et clot le procès.

Le juge Guzmán l'arrête (avec d'autres) pour association illégale et séquestres dans le cas du centre de tortures de Villa Grimaldi, mais le 22 septembre 2001, la Cour d'Appel de Santiago annule les charges.

Enrique Lautaro Arancibia Clavel

L'aîné de dix frères dont trois sont actuellement de hauts-gradés des forces armées chiliennes, Arancibia est l'un des trois civils impliqués. Lié dans sa jeunesse (1968) à l'organisation d'extrême-droite Patrie et Liberté, Arancibia participe à plusieurs attentats contre l'Unité Populaire d'Allende, d'où lui vient le surnom de « *Dinamitero*, ce qui le force à se réfugier en Argentine en 1971 pour éviter l'arrestation. A Buenos Aires, il se lie d'amitié avec plusieurs membres d'organisations fascistes. Après le coup d'Etat au Chili, la DINA ouvre « un bureau » à Buenos Aires. Ayant besoin d'un bon contact local, elle engage Arancibia Clavel qui reçoit comme camouflage le poste de représentant de la Banque de l'Etat chilien puis de la ligne aérienne LAN Chile en Argentine et un nom de guerre : Luis Felipe Alemparte.

Le 30 septembre 1974, l'ex-commandant en chef de l'armée chilienne, Carlos Prats et son épouse Sofia Cuthbert, meurent dans l'explosion d'une bombe placée sous leur voiture. La famille Prats accuse immédiatement la DINA. Mais rien ne se passe.

En 1978, le Chili et l'Argentine sont au bord de la guerre à cause d'un litige concernant trois îlots du Canal Beagle en Terre de Feu. Arancibia est arrêté comme espion et de nombreux documents de la DINA en sa possession saisis dans son appartement. La guerre n'a pas lieu et il est grâcié en 1980. Mais le 22 janvier 1996, à la demande des trois filles du général assassiné, la juge argentine María Servini l'arrête pour sa participation au crime. La juge retrouve les documents saisis,

40 disquettes d'information, des photos, des documents officiels, des lettres...

Arancibia passe en jugement en novembre 2000 à Buenos Aires. Il est le seul accusé présent, les autres se trouvant au Chili où la Cour suprême refuse leur extradition. Le 20 novembre 2000, Enrique Arancibia Clavel est condamné à la prison à perpétuité. La juge Servini demande l'extradition du général Pinochet.

Le général Raúl Iturriaga Neumann

Engagé dans la DINA dès ses débuts par Manuel Contreras, il devient membre de la Division extérieure de la DINA (noms de guerre : don Elias ou Lucho Gutierrez), en poste en Argentine avec son frère Jorge (civil) et José Zara. Il prend sa retraite en 1991 et travaille comme conseiller en matière de sécurité. En 1995, il est condamné par contumace à 18 ans de prison en Italie pour la tentative d'assassinat à Rome sur l'ancien vice-président de la République chilienne, le démocrate chrétien Bernardo Leighton et son Épouse, Anita Fresno. Plus tard, il est accusé par la juge argentine María Servini, d'avoir organisé l'assassinat de l'ancien commandant en chef de l'armée chilienne, le général Carlos Prats et de son épouse Sofia Cuthbert, au moyen d'une bombe placée sous leur voiture en 1974. Cette accusation mène à une demande d'extradition vers l'Argentine en mars 2000 et à son arrestation provisoire dans une caserne militaire. Mais le 5 avril suivant, la Cour suprême lui octroie la liberté conditionnelle. Quelques mois plus tard, la Cour suprême refuse l'extradition et le libère.

Le capitaine José Zara Holger

Alors qu'il n'était encore que sous-lieutenant, Zara fut envoyé par deux fois à l'École des Amériques des États-Unis où les instructeurs enseignaient la doctrine de la Sécurité nationale (du 7 septembre au 1er octobre 1965 et du 2 janvier au 13 février 1970, pour des cours d'orientation sur les armes de combat).

Membre de la Division extérieure de la DINA sous le pseudonyme de Joselo, il est accusé de complicité dans l'assassinat du général Carlos Prats à Buenos Aires par la juge argentine María Servini qui demande son extradition (voir ci-dessus).

En 1988, à la fin de la dictature et devenu brigadier, il « *offre son couteau brillant et acéré au général Pinochet pour la défense de l'œuvre militaire* » A la mi-novembre 2001, la Cour suprême lui

accorde le bénéfice de la liberté sous caution de 90 000 FF pour « *conduite impeccable* » (sic).

Le colonel Joaquín Ramírez

Commandant du Régiment Tacna, une caserne militaire située au sud de la commune de Santiago. A l'arrivée des prisonniers, il menace de les fusiller sur le champ, les fait attacher avec du fil de fer et passer la nuit sur le sol de béton des étables du régiment. Plusieurs prisonniers, mais on ignore lesquels, furent ensuite emmenés au camp militaire de Colina, anciennement appelé Peldehue, aujourd'hui Fuerte Arteaga, à quelques kilomètres au nord de Santiago où ils disparaissent¹¹. Ils font peut-être partie des vingt cadavres que recherche la juge Amanda Valdovinos depuis le Rapport de la Table de dialogue et leurs ossements se trouvent peut-être dans la fosse commune que la juge a découverts dans le Fuerte Arteaga en février 2002.

Le colonel devrait savoir ce qu'il est advenu de George Klein...

Oswaldo Romo

Un des trois civil de cette bande de militaires criminels. Né dans une famille d'origine pauvre. Cette situation le pousse à devenir petit délinquant. Il est arrêté par l'inspecteur Julio Rada qui le torture et le « retourne » : Romo dénonce ses complices et devient mouchard de Rada.

En 1970, Allende gagne les élections et promet des jours meilleurs aux laissés pour compte. Le petit peuple devient soudainement protagoniste de son histoire et donne son soutien inconditionnel au nouveau président. Romo prend le train en marche et entre dans un petit parti lié au socialisme, *Usopo*, dont il devient un des dirigeants suite à ses ardentes prises de position antibourgeoises. Lors d'une visite du président Allende à la *población* (quartier populaire) Lo Hermida de Nuñoa à Santiago, Romo accuse son gouvernement d'attitude répressive suite à une manifestation populaire qui avait eu lieu la veille et durant laquelle la police avait tué une personne et blessé plusieurs

¹¹ Témoignages de David Garrido et Quintín Romero, policiers fidèles à Allende cités dans le livre *Interferencia secreta, 11 de septiembre de 1973* de la journaliste Patricia Verdugo, Editorial Sudamericana, Santiago 1998, pp. 185 et 192.

autres. Allende invite Romo à participer à une enquête publique sur la procédure policière. Du coup, il devient le héros de la *población* et... est contacté par le MIR ! L'enquête est confiée au détective Julio Rada ! Celui-ci, qui sait parfaitement qui est Romo, ne dit rien. L'enquête n'aura pas lieu mais Romo reprend son mouchardage au profit du policier.

Considéré maintenant pro-MIR, Romo est arrêté lors du coup d'Etat. Par contre, Rada est nommé adjoint du nouveau directeur de la police judiciaire. Lors d'une visite à l'Ecole militaire, Rada aperçoit Romo dans une file de prisonniers miristes condamnés à mort. Il l'emmène à la centrale policière et lui dit que s'il veut sauver sa peau, il doit se faire passer pour haut dirigeant allendiste dans la prison où on va le planter et de tirer le plus d'informations possibles des prisonniers. Romo s'exécute pendant trois mois. Il est libéré et entre comme espion dans une entreprise pour qu'il moucharde sur l'appartenance politique des travailleurs. Il est finalement embauché par la DINA et entre dans la section *Halcón I* (Faucon I) de la Brigade Caupolicán chargée de l'extermination du MIR sous les ordres du lieutenant Miguel Krassnoff Martchenko. Connaissant parfaitement les membres du MIR, leurs adresses, leurs contacts et leurs méthodes, Romo organise la chasse aux miristes, avec un terrible succès. Il se fait remarquer par son enthousiasme à poursuivre ses victimes et les torturer sans se cacher ; il leur disait : « *Regarde-moi bien , je suis Osvaldo Romo* ».

Aidé par un réseau secret contrôlé par l'armée, Romo s'enfuit au Brésil vers 1977. Il est retrouvé par la juge chilienne Gloria Olivares en 1992 et extradé vers le Chili. Jugé 19 fois pour des disparitions, il est 19 fois amnistié par la justice militaire.

Il est soupçonné d'avoir fait disparaître Alphonse Chanfreau, tout au moins de savoir ce qui lui est advenu. En effet, le 17 novembre 1992, Oscar Manuel Zarricueta Lagos, lors d'une déclaration extra-officielle faite à la Police judiciaire (*Investigaciones*), dossier n° 159.940-159.778 du Troisième tribunal, page 398, déclara qu'alors qu'il était torturé, Romo entra dans la salle et fit un commentaire auquel les tortionnaires répondirent : « *Va chercher Chanfreau et apprends la plongée sous-marine...* »

En 1993, le tribunal civil de San Miguel à Santiago le condamne à 20 ans de prison pour la disparition de la miriste Gloria Lagos, 28 ans et trois enfants, secrétaire au Palais de La Moneda. Après sept ans de prison, la Cour suprême annule sa condamnation et passe le dossier à la

« justice » militaire qui s'empresse de le libérer sous caution le 6 octobre 2000.

Lorsque le juge Guzmán l'arrête pour association illégale et séquestrations dans le cas du centre de tortures Villa Grimaldi, la Cour d'appel de Santiago annule toutes les charges en septembre 2001. Mais il est immédiatement mis en examen pour la disparition du miriste Artemio Gutiérrez en 1974. Joaquin Billard, un des juges spéciaux nommés suite aux accords de la Table de Dialogue, le libère mais, le 24 novembre 2001, la Septième chambre de la Cour d'Appel révoque la décision, ordonne une enquête approfondie et Romo est de nouveau placé en détention préventive. Son nom apparaît dans plus de 80 dénonciations de tortures et de disparitions.

Romo et son copain Basclay Zapata ont sûrement beaucoup à dire sur la disparition d'Alphonse Chanfreau.

Basclay Zapata Reyes

Dit *le Troglo* (pour troglodyte), surnom qui lui fut donné par ses parents étant donné sa grande violence. Caporal d'armée, marié avec la sergente de marine Teresa Osorio, également de la DINA et accusée par ses victimes d'être aussi perverse que son mari. Il devient rapidement le partenaire préféré d'Osvaldo Romo. Il est vite connu pour sa brutalité excessive, sa cruauté et sa violence contre les prisonniers. Il violait systématiquement les prisonnières. Pillait les maisons de ses victimes. En tant que militaire, il est « protégé » par son institution et ne sera découvert par la police à Iquique qu'en 1999 alors qu'il s'apprêtait à fuir au Pérou.

Arrêté par le juge Guzmán pour association illégale et séquestres dans le cas du centre de torture de Villa Grimaldi, la Cour d'Appel annule toutes les charges le 22 septembre 2001.

Miguel Krassnoff Martchenko

Le père et le grand-père de Miguel Krassnoff, d'origine russe, luttent contre l'armée rouge puis se réfugient en France où ils vivent jusqu'en 1939. Le père de Miguel, Simon Krassnoff, se marie en France avec Dhyna Martchenko. Hitler invite les Krassnoff à participer à l'invasion de l'URSS en 1941 durant laquelle ils commanderont une unité de Russes blancs (anticommunistes). A la fin de la guerre, les Alliés renvoient tous les Russes blancs en URSS où ils sont pendus en 1946, y compris Krassnoff père et grand-père. Dhyna, enceinte de Miguel, est protégée par l'ambassadeur du Chili en Autriche. A sa

naissance, ils émigrent au Chili. Eduqué à la prussienne par sa mère, Miguel adopte rapidement la carrière militaire¹².

Le 11 septembre, le lieutenant Krassnoff participe à l'attaque de la maison du président Allende et la saccage complètement. Il est envoyé à l'Ecole des Amériques au Panama pour y suivre un cours sur les opérations de contre-insurrection urbaine¹³ du 7 janvier au 8 février 1974. A son retour, promu capitaine et considéré comme un dur, il devient le troisième homme de la Brigade Métropolitaine de la DINA sous les ordres de Morén Brito, et commandant de la brigade Halcón qui opérait du centre de torture Villa Grimaldi. Avoir mis un anticommuniste à la tête d'un centre de tortures explique en partie l'acharnement de Krassnoff sur ses victimes. Il est promu major puis brigadier-général pour ses « bons services », juste avant le retour de la démocratie en 1990.

Il devient alors commandant du régiment Tucapel puis chef d'Etat-Major de la Quatrième Division. En octobre 1998, il passe discrètement à la retraite, le nouveau commandant en chef de l'armée, le général Izurieta favorisant une certaine épuration des personnages les plus controversés : Krassnoff est impliqué dans la disparition de 91 personnes. Toutes les accusations contre lui ont été traitées par la justice militaire qui a systématiquement appliqué la loi d'amnistie de 1978.

Krassnoff gère alors l'hôtel militaire situé Avenida Providencia 1219 à Santiago, où il est découvert par le groupe FUNA qui traque les tortionnaires du régime militaire et les dénonce à l'opinion publique.

Lorsqu'une accusation pour association illégale et séquestrations est ouverte contre lui (et d'autres) par le juge Guzmán pour ses actions dans le centre de torture de Villa Grimaldi, il est détenu au Commandement des Télécommunications de l'Armée de Peñalolen à Santiago. Le 22 septembre 2001, la Cour d'appel annule l'accusation ; le 30 novembre, la Cour oblige le juge à lui octroyer la liberté conditionnelle. On ignore sa cachette actuelle.

¹² L'histoire de Miguel Krassnoff Martchenko fut écrite en 1986 par A. Tolstoï (un neveu de Leon Tolstoï !) dans un livre intitulé *Les trahis de Yalta* basé sur les archives de guerre britanniques. La journaliste Jessica Herschman en fit un résumé publié dans le journal *El Mercurio* de Santiago du 4 octobre 1992.

¹³ Voir le magazine *El Siglo* du 19 au 25 mai 2000, p. 12.

Gerardo Godoy

Sous-lieutenant de police en 1974, commande la Brigade Tucán de la DINA. En 1990, au retour de la démocratie, est nommé chef du commissariat de police de Ancud sur l'île de Chiloé au sud du pays, poste qu'il abandonnera en 1991.

Paul Schaeffer ¹⁴

Troisième civil parmi les accusés. Contrairement à ce que l'on dit de Paul Schaeffer et de sa *Colonia Dignidad*, il n'est pas un ancien nazi accueilli par Pinochet. Né en 1921 à Siegburg près de Bonn en Allemagne il appartient, à 30 ans, à une secte religieuse où il est responsable du travail avec les enfants. Suite à des plaintes de parents pour viols d'enfants, il en est expulsé et fonde la Mission sociale privée dans laquelle son autorité est chaque jour plus dictatoriale. Suite à de nouvelles plaintes de parents et pour échapper à la justice, Schaeffer décide d'émigrer au Chili avec toute sa secte en se faisant passer pour des réfugiés de guerre persécutés par les nazis. Il y parvient fin des années 50 grâce aux bons soins de l'ambassadeur chilien en Allemagne, Arturo Maeschke. Sa Mission reçoit l'autorisation de s'installer au Chili le 21 septembre 1961 sous le nom de Société de bienfaisance et d'éducation *Colonia Dignidad*, également connue comme Villa Baviera. Schaeffer achète 5 000 hectares de terres près de Parral à 400 km au sud de Santiago.

Retranché derrière de hautes barrières de barbelés et de solides murs de béton, il instaure un ordre dictatorial sur une cinquantaine de familles allemandes dans une grande propriété qui ressemble plus à un centre pénitentiaire qu'à une colonie d'agriculteurs. Cependant, offrant éducation et services de soins gratuits à la population locale, la colonie Dignidad est très bien vue par les gens de la région et son influence est telle que l'on dit qu'elle contrôle même la police locale.

Se sentant menacée par la réforme agraire d'Allende, la Colonie soutient l'extrême-droite et accueille le coup d'Etat avec soulagement. Elle met ses installations à la disposition de la dictature. La Commission des droits de l'homme des Nations unies accuse la Colonie d'avoir été un centre de torture. Plusieurs anciens prisonniers disent y

¹⁴ Certaines des informations ci-dessous proviennent d'un livre écrit en 1988 par le journaliste allemand Gero Gemballa, intitulé *Ein Deutsches Lager in Chile*, traduit en espagnol sous le titre de *Colonia Dignidad* par les Éditions ChileAmérica CESOC, Santiago, 1990. Voir aussi la brochure publiée à Bonn en 1987 par Amnesty International sur ce thème.

avoir été emmenés pour y être torturés. En 1977, Juan Muñoz Alarcón, l'homme à la capuche qui, juste après le coup d'Etat, repérait les responsables politiques parmi les prisonniers du Stade national, reconnaît « avoir été formé à la torture par les Allemands de la Dignidad ». Quelques semaines plus tard, il est assassiné.

En 1979, Samuel Fuenzalida, membre des services secrets, s'enfuit du Chili et se réfugie en Allemagne. A cette époque, Paul Schaeffer attaque Amnesty International-Allemagne en justice pour diffamation. Fuenzalida est invité à témoigner et déclare au tribunal de Bonn qu'il reconnaît avoir emmené à la Colonie, un prisonnier du nom de Alvaro Vallejas Villagrán, dit le *Loro Matías*, qui a disparu depuis. Il ajouta qu'en 1974, Pinochet leur avait rendu une visite de courtoisie. Le chef de la DINA dans la région à cette Époque était le major Fernando Gómez Segovia.

D'autres anciens détenus tels que Lake Sagaris, Luis Peebles, Adriana Borquez ou Sergio Gonzalez, pensent avoir été torturés dans la Colonie. Leurs témoignages apparaissent dans un livre publié au Canada¹⁵.

Suite à de nombreuses dénonciations de colons allemands qui ont pu s'échapper de la Colonie selon lesquelles Schaeffer abuse des enfants, un mandat d'arrêt a été lancé contre lui au Chili. Mais Schaeffer a disparu. Dans une entrevue au magazine *Punto Final*, les journalistes Pia Lecaros et Marcelo Araya, auteurs d'un livre sur la Colonie Dignidad, pensent que Schaeffer s'y cache. Mais, malgré de nombreuses descentes de police dans la Colonie ces derniers temps (2000-2001), il est toujours introuvable. On croit que la Colonie a réussi à infiltrer les services de police judiciaire et que Schaeffer est averti chaque fois que la police prépare une descente. Selon Araya¹⁶, il bénéficie d'appuis solides et discrets en haut lieu. En attendant, la Colonie ne semble avoir perdu aucun privilège dans la région. Un exemple : le SII, Service des impts chilien, a découvert des irrégularités et une possible fraude fiscale de la part de la Colonia. Le SII a récupéré deux documents et un cahier comme preuves de la fraude et les a remis à la Cour d'appel de Talca qui les a envoyés à Santiago où... ils n'arrivèrent jamais, « perdus » en cours de route¹⁷.

¹⁵ *After the first death : a journey through Chile Time Mind*, par Lake Sagaris, Somerville House, Toronto, 1996.

¹⁶ *Punto Final* de mars 1998, pp. 6 et 7.

¹⁷ Journal *La Tercera* du 13 novembre 2001, p. 12.

L'affaire Pinochet 47

On dit qu'Alphonse Chanfreau aurait été emmené à la colonie mais, pour le moment, il n'y a aucune piste qui permette de le prouver...